

Le Libertaire

HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS

Pour la France :	Pour l'Étranger :
Un an. 8 fr.	Un an. 10 fr.
Six mois. 4 fr.	Six mois. 5 fr.

Rédaction & Administration : 69, b^d de Belleville, Paris

Adresser tout ce qui concerne le journal à CONTENT

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE!

Pour l'Amnistie totale --- Pour le Retrait immédiat des Troupes de Russie --- Pour la Démobilisation générale

Grève Générale

Plusieurs centaines de milliers d'ouvriers et ouvrières ont en ce moment déserté les usines, les ateliers, les chantiers de la région parisienne pour protester contre les mauvaises conditions de travail qu'ils subissent et réclamer des salaires leur permettant de vivre.

La grève est aujourd'hui générale dans la métallurgie, dans la voiture-aviation, chez les peintres en bâtiment, dans le Métropolitain. Demain d'autres corporations seront gagnées si elles ne le sont à l'heure actuelle.

Le mouvement auquel nous assistons est sans doute imposant. Mais il ne peut aboutir à rien de sérieux s'il persévère dans la voie où il s'est engagé.

L'augmentation des salaires n'est pas une solution pour le prolétariat. Elle ne constitue qu'un palliatif de courte durée. Dans quelques mois, le coût de la vie aura augmenté de nouveau et le résultat obtenu demain sera alors anéanti. Il faudra donc recommencer. D'autre part, la journée de huit heures, aussi importante qu'elle puisse nous apparaître, ne peut cependant constituer pour nous une réforme suffisante. Nous devons exiger davantage.

En présence du formidable mouvement d'idées qui se fait jour dans tous les pays, nous sommes quelque peu humiliés de nous trouver attachés à des questions aussi secondaires.

En Russie, en Hongrie, les travailleurs se sont emparés de tous les moyens de production et d'échange et font en sorte de les faire servir au mieux des intérêts communs. Ils ont esquissé la première ébauche de révolution sociale que le monde ait connue.

Sans doute, ce qu'ils ont fait est encore incomplet, et il est certain que la Russie bolcheviste ne peut encore représenter pour nous l'idéal.

Telle qu'elle est cependant, elle n'en est pas moins digne d'intérêt, et nous sommes tous d'accord pour déclarer qu'il est temps pour nous d'imiter nos amis de Russie, de faire mieux qu'eux si cela nous est possible.

Mais en attendant, il faut aller au plus pressé, empêcher que les révolutions de Russie et de Hongrie ne soient étranglées par les gouvernements de l'Entente. La défaite des révolutionnaires de là-bas serait notre défaite commune.

Nul n'ignore que les réactionnaires de Russie et de Hongrie ne peuvent mener la lutte contre les bolchevistes que grâce à l'appui en hommes, en argent et en munitions que leur procurent les dirigeants de l'Europe occidentale.

Nous avons bien manifesté notre réprobation contre ces agissements que nous qualifions de criminels, mais jusqu'ici notre colère ne s'est traduite que par des ordres du jour. Il est temps qu'elle s'exprime en actes.

Si les organisations ouvrières le veulent, elles peuvent obliger les gouvernements à renoncer à leur monstrueuse entreprise contre les révolutions ouvrières. Mais il ne faut pas attendre, pour leur venir en aide, que les révolutionnaires de Russie et de Hongrie aient subi le sort des communards de France en 1871. C'est tout de suite, et pendant qu'il en est temps encore, qu'il faut voler à leur secours.

La masse des prolétaires français est sympathique aux bolchevistes. Il suffit, pour s'en convaincre, d'assister aux réunions où sont accueillis avec enthousiasme les orateurs qui ont le courage de parler de la révolution russe. La classe ouvrière de notre pays est donc prête à agir.

Mais il ne faut pas abuser de la bonne volonté de cette masse. Il ne faut pas user son énergie en des efforts stériles.

Déjà, de lourdes fautes ont été commises. L'effort ouvrier a été morcelé. On a laissé échapper la magnifique occasion d'une action générale qui nous a été offerte le 2 mai. On a laissé les travailleurs de l'habillement soutenir seuls le choc du patronat. On a laissé à leur tour les salariés de la Banque se heurter isolément au bloc capitaliste. Et ceux-ci et ceux-là ont repris le travail avec de bien pauvres satisfactions.

Aujourd'hui, de nouvelles corporations sont entrées dans la bataille. Va-t-on attendre que celles-là soient à nouveau épuisées pour jeter de nouvelles forces dans la mêlée ? Et peut-on penser qu'après avoir soutenu un choc

aussi rude, les travailleurs seront tout de suite prêts à recommencer le combat pour de nouveaux buts ?

Non ! Si l'on veut sincèrement venir en aide à nos amis de Russie, c'est immédiatement qu'il faut le faire. Il faut profiter de la révolte des salariés. Il faut l'orienter vers d'autres buts que ces mesquines augmentations de salaires. Il faut faire appel aux mécontents de toutes les corporations et de tous les centres pour qu'ils se joignent aux révoltés d'aujourd'hui pour les aider dans leur action.

La grève générale, voilà ce qu'il faut ! Et contrairement aux Perrot, aux Velly, aux manitous syndicalistes, qui craignent les conséquences d'un tel geste pour les organisations syndicales et aussi pour eux-mêmes, j'estime que c'est le seul moyen dont dispose la classe ouvrière pour faire entendre sa voix et imposer sa volonté.

De Russie, de Hongrie nous arrivent les appels pressants des révolutionnaires qui luttent contre la réaction mondiale.

Des prisons de notre République montent les cris d'agonie des malheureux qu'on assassine lentement et qui nous supplient de leur venir en aide. Des armées, nos frères de misère encore militarisés nous demandent d'exiger la démobilisation.

La classe ouvrière formera-t-elle l'orlé à tous ces appels ? Laissera-t-elle la répression militaire s'abattre sur les courageux marins de la mer Noire ?

Nous voulons encore espérer que non. Nous voulons espérer qu'elle saura faire le geste décisif qui, en paralysant la vie nationale, lui permettra d'imposer ses volontés, toutes ses volontés.

LEPETIT.

Tous les amis et lecteurs du LIBERTAIRE sont invités A LA GRANDE

BALLADE CHAMPÊTRE

Dimanche 8 juin à la Grenouillère.

Moyens de communications : chemin de fer gare Saint-Lazare (descendre à Rueil). — Tramways : porte Maillot (descendre à la Malmaison).

En raison de la grève des tramways, rendez-vous des camarades à neuf heures, cour de Rome, Gare Saint-Lazare.

Les retardataires pourront nous rejoindre, des départs de trains ayant lieu toutes les demi-heures.

Les Parlementaires et l'Amnistie

Les récents débats sur l'amnistie nous ont fourni une occasion nouvelle de nous édifier sur les parlementaires et le parlementarisme.

Les deux côtés de la Chambre, majorité et opposition, ont rivalisé à qui se comporterait de la façon la plus économe. Les uns, soigneusement, se refusant à toute amnistie tant que le gouvernement ne jugerait pas l'heure venue. Les autres apportant des propositions de semblant d'amnistie odieusement dérisoires.

Il a été parlé ici des précédents projets d'amnistie de M. Paul Meunier et de sa commission. Le dernier était encore plus « conciliant » que les précédents. Il permettait tout simplement de laisser dans les prisons militaires l'immense majorité de ceux qui y souffrent et qui ont eu la malchance d'être condamnés pour ce que le Code appelle « désertion devant l'ennemi ».

Il semblerait que ceux qui se posent en partisans et parrains officiels de l'amnistie se sont donné comme tâche de saboter la mesure exigée par le prolétariat, et dont le prolétariat saura, nous l'espérons, exiger la réalisation intégrale. Ce n'est point pourtant par mauvaise intention que ces politiciens arrivent à de tels sabotages, c'est tout simplement par lâcheté, par « habileté ».

SALLE DE LA BELLEVILLOISE

23, Rue Boyer, 23

Samedi soir, 7 Juin, à 8 heures 1/4

SOIRÉE ARTISTIQUE DE PROPAGANDE

(Absolument privée)

Organisé sous les auspices du « Libertaire » pour ses 4 pages

Ont promis leur concours :

Mesdames : G. Andrée ; Chabert ; Emilienne-Lucie Gérard ; M. Glodat ; Esther Israël ; Marianne ; Lucie Paupé
Les Camarades : Georges BOUCHÉ ; COLADANT ; Robert GUERARD ; Fernand JACK ; Louis LOREAL ; Eug. LEMERCIER ; LE MEILLOR ; Frédéric MOURET ; Paul PAILLETTE ; Georges WILLAGG.

Le GROUPE THEATRAL jouera

L'IVRESSE

du camarade Louis GIRAUDET

Participation aux frais : 1 fr. 25

On trouvera des cartes au bureau du journal, 69, Bd. de Belleville.

PITIÉ

Je les plaignais, quand ils allaient dans la bataille. Maintenant qu'ils sont à l'abri.

Je suis heureux

Pour eux

Que cela soit fini ;

Mais devant leur poitrail constellé de ferraille,

Je me demande si l'esprit.

N'est pas du sol français à tout jamais banni.

Tous ces petits rubans, ces croix et ces médailles

N'évoquent cependant que les scènes d'horreur.

Des jours de haine et de malheur

Où l'effroi leur tordait, comme avec des tenailles.

Le cœur, le cerveau, les entrailles.

Où l'endurance de leur chair

Souffrait dans les champs nus tout arrosés de fer.

Tout ce que les semeurs d'épouvante et d'angoisse

Font subir aux soldats pour que le laurier croisse.

Ont-ils donc peur qu'en eux tombe l'oubli complet,

L'oubli définitif de tout ce qu'ils ont fait,

L'oubli des compagnons restés dans la tranchée,

Qui n'en faisait qu'une bouchée,

A l'heure où les corbeaux, aussi goulus que noirs.

Se posaient sur les morts comme sur des perchoirs ?..

Ont-ils peur de ne voir qu'en rêve

Les pauvres blessés qu'on achève

A coups de crosse de fusil,

Et tous ceux qu'une charge folle

Enfonce dans la terre molle.

Quand la consigne est : « Allez-y ! »

Ont-ils peur d'oublier le corps-à-corps infâme,

Et les bourgades sans un chien

Où nul, hormis la mort, ne reconnaît son bien,

Et les grandes cités dont il ne reste rien ;

Pas une pierre et pas une âme !

Pourtant, le souvenir de ces choses cruelles

Reste gravé dans les cervelles

De ceux qui ne sont pas des fous ni des bourreaux ;

La croix d'un grand supplice écrase leur poitrine...

Je les comprends et je m'incline

Car je vois des martyrs à travers les héros !

Ceux-là sont les meilleurs, les tendres, les sensibles ;

Honteux d'avoir tiré sur de vivantes cibles,

Ils n'ont pas eu l'orgueil des triomphants retours ;

Les autres... je les plains toujours !

Eugène BIZEAU.

par cette peur de se compromettre sans bénéfice. On veut se faire de la popularité électorale à bon marché du côté des « révolutionnaires », on ne veut pas heurter trop les chauvins. Tant pis pour les malheureux qui vont continuer de mourir en prison.

Par une ironie qui vaut d'être notée, c'est le délégué du gouvernement, M. Nail, qui a relevé le caractère ridicule, étroit, du projet soutenu par M. Paul Meunier et ses amis plus ou moins socialistes. M. Nail se montrera-t-il plus libéral, tiendra-t-il les promesses qu'il a formulées avec, il est vrai, de singulières réserves ? Le mieux serait probablement de ne pas plus se fier à « la bonne foi » de nos maîtres qu'à la bonne volonté de nos radicaux, de nos socialistes ou des grands chefs de la C. G. T. Si les prolétaires, si les anarchistes, si les révolutionnaires tiennent sérieusement à une amnistie, une amnistie réelle et non un simulacre d'amnistie, qu'ils s'arrangent pour l'imposer à nos maîtres.

Le prolétariat le veut, s'il le veut. et

s'il ne se laisse pas « rouler » une fois de plus.

Qu'il réclame, qu'il exige la libération de toutes les victimes de la guerre, de tous les soldats et de tous les militants condamnés pour avoir pensé ou agi autrement que ne l'ordonnaient les intérêts bourgeois.

Avons-nous besoin d'ajouter que Cottin doit figurer au premier rang des bénéficiaires de l'amnistie et que c'est une bassesse de plus de la part des gens qui nous ont fait perdre l'occasion de l'en exclure ? Que les socialistes et autres politiciens qui ont courageusement « flétri » notre camarade trouvent naturel de l'abandonner aux vengeances de la Clemenceau, cela se conçoit. Mais ce serait une honte pour nous et pour la classe ouvrière si la libération de Cottin n'était pas exigée et obtenue. S'il y a une amnistie politique, il doit être amnistié ! Il le sera, si on sait le vouloir, dans les groupements révolutionnaires et dans les organisations ouvrières.

LE LIBERTAIRE.

Grèves Parisiennes

Pendant que le « Conseil National » de la C. G. T. tenait ses assises à Paris, ne trouvait rien de mieux, pour résoudre les difficiles problèmes de la présente situation, que d'envoyer une délégation, Jouhaux, Merrheim en tête, auprès du Président du Conseil pour l'entretenir des revendications ouvrières, démarche odieuse s'il en fut au lendemain de ce 1^{er} mai sanglant, délégation qui discutait, nous dit-on, dans une entrevue pleine de cordialité sur les possibilités d'application du programme minimum, la classe ouvrière, en dehors des manitous du syndicalisme, prenant ses dernières dispositions pour présenter et réclamer d'une façon énergique au capitalisme omnipotent, ses desiderata, pour la satisfaction immédiate de ses besoins matériels et moraux.

Dimanche 1^{er} juin l'accord était fait pour l'action à entreprendre et dès lundi matin, le mot d'ordre de grève ayant été donné partout, le débauchage et l'effraction en grand, les ateliers de Paris et de la banlieue étaient désertés et des centaines de milliers de travailleurs, de la métallurgie, de la voiture-aviation, des peintres venaient s'ajouter aux milliers de grévistes de l'habillement, des employés et d'autres corporations qui depuis un certain temps déjà luttaient pour la même cause. Mardi matin les Métros se mettaient en branle à leur tour.

Et le mouvement de grève si bien déclenché, malgré les manitous qui ont tout fait pour l'éviter, menace de gagner d'autres industries, d'autres travailleurs et de déterminer une formidable grève générale, non seulement à Paris mais dans tous les pays, au cas où les patrons et les gouvernements tarderaient par trop à céder. Les prolétaires qu'ils soient du rail, de l'usine, du chantier, de la mine, de la terrasse, de la mer, ne sont pas partout soumis à la même exploitation ?.. Leurs intérêts ne sont-ils partout les mêmes, identiques ?.. Et pour la réussite de leurs revendications n'ont-ils pas tout à gagner à coordonner leurs efforts pour une action commune, générale ?.. Nous saurons bientôt à quoi nous en tenir.

La journée de huit heures, l'augmentation des salaires sont les causes officielles de ce important mouvement, mais nul doute que des raisons plus profondes ont fait se lever les travailleurs parisiens. Ne réclame-t-on pas l'amnistie générale, la démobilisation, le retrait des troupes engagées en Russie ? Ce ne sont donc pas seulement des sentiments égoïstes qui animent les grévistes. Et si les dirigeants des Fédérations et de la C. G. T. ne viennent encore entraver l'action des masses il se pourrait que ce mouvement dépasse les buts corporatistes pour lesquels il a commencé.

Il faut le dire bien haut, pour bien démontrer le nouvel état d'esprit qui anime les travailleurs, comme pour les grèves de la métallurgie de l'année dernière, le mouvement est parti contre le gré des militants fédéraux. Ce mouvement magnifique qui peut prendre encore plus d'ampleur est le fait des délégués d'atelier qui pour son déclenchement ont fait journellement toute la propagande nécessaire. Ce sont ces militants obscurs, mais tenaces, mais dévoués, qui ont fait comprendre à leurs camarades leurs intérêts d'exploités, leur devoir de classe envers les révolutions en cours. Et contre ceux-là la répression est sans effet, se brise. On ne peut les influencer, on ne peut les arrêter tous. C'est l'hydre aux mille têtes qu'on ne peut saisir partout. Et les saisirait-on... que la situation économique n'ayant pas changé, les mêmes causes subsistant donneront lieu aux mêmes effets, les mêmes événements se répèteront tant qu'une solution radicale, la révolution, ne sera pas intervenue.

Il appartient donc aux militants révolutionnaires vraiment, aux délégués d'atelier, de veiller dans leurs corpora-

tion respective à ce que cette levée de boucliers n'aboutisse pas comme cela s'est vu l'année dernière, devant les intrigues de ceux contre qui elle est faite. Que les enseignements du passé servent une bonne fois pour toutes et que cette fois le renégat Merrheim pour lequel la Vie Ouvrière rompt des lances contre nous, le moment ne peut-être mieux choisi, ne puisse jouer le rôle néfaste et criminel du passé. Prenez garde, camarades !..

Ne sont-ce pas les contrats passés entre les diverses Fédérations Ouvrières et Patronales, contrats laissant toute latitude aux employeurs pour asservir à leur gré les travailleurs, qui ont donné lieu au mécontentement et sont cause que les usines ont été abandonnées ? Les fonctionnaires fédéraux qui se sont enchaînés, en 1914 ou depuis, au char de la bourgeoisie avaient peut-être cru en signant ces contrats, ces accords, entraver l'action des masses ouvrières. Ils se sont lourdement trompés et c'est une gifle formidable qui leur est appliquée par leurs mandants qu'ils avaient omis de consulter.

Ces accords consacrent en effet des méthodes de travail et des principes, qui ont toujours été combattus par les organisations ouvrières.

C'est le travail aux « pièces », à la « tâche » ou au « boni ». C'est la « Taylorisation », le surmenage, par conséquent l'abrutissement du travailleur pendant ses huit heures de présence à l'atelier ou au chantier. Ce sont les dérogations prévues par la loi, accordées par les fonctionnaires fédéraux au patronat, dérogations qui frustreraient complètement l'ouvrier de la journée de huit heures, si celui-ci se laissait faire. Ce sont les commissions mixtes, si dangereuses pour le mouvement ouvrier.

Voilà la besogne qu'ont faite les Fonctionnaires.

Tout cela sous le prétexte du relèvement économique du Pays.

C'est tout ce qu'on pu trouver ces gais, qui se sont parés des plumes de l'aigle.

Eux ! représentants de la classe ouvrière, qui a été saignée à blanc pendant 52 mois de guerre, osent, aujourd'hui engager celle-ci, sans son consentement, dans une voie des plus dangereuses.

Mais elle a répondu. Consciemment elle vient de faire la seule réponse qui devait être faite, en désertant les ateliers, et en passant outre au « chiffon de papier » qui devait les livrer à MM. les exploités.

Il est à noter que ces accords avaient été présentés par les quotidiens de gauche comme des victoires ouvrières. Victoire ? Si l'on veut ! mais à la Clemenceau-Pyrhus.

Et puisque on nous a parlé de relèvement économique, ce serait le moment, — pour y aider, — d'exiger la démobilisation, l'amnistie générale, l'arrêt des hostilités contre les Révolutions Européennes et le retrait des troupes engagées contre elles, ce qui donnerait des bras à la production, et éliminerait des centaines de millions de dépenses criminelles, qui seraient plus utiles aux réparations des ruines que la guerre a causées.

Et croyez-vous, camarades grévistes, qu'il ne serait pas possible pendant que vous y êtes, d'inviter, — en les pressant un peu, — les profiteurs du régime à collaborer à la renaissance économique, en détruisant l'Etat oppresseur et taché de sang, et en instituant à sa place la Société de Libre Production et de Consommation ?

Cela ne vaudrait-il pas mieux que les méthodes d'abdication et de collaboration de classes de nos manitous Cégétistes.

SOLTICE-RAPHAEL.

AMIS !

Abonnez-vous

Faites-nous des abonnés

Les Finances Nationales

Nous avons attiré, à maintes reprises, l'attention des camarades sur la situation financière angoissante de ce pays, et nous avons dit que la masse du peuple devrait supporter une dime épuisante pour sauver l'Etat de la banqueroute, au cas où l'Etat ne se résoudrait pas à confier les fortunes, à frapper le revenu net, et ne pourrait pas compter sur la générosité de ses alliés.

Le ministre éphémère qui, sous l'aile du dictateur, a pour mission de « gérer les finances publiques », s'est enfin décidé à sortir de son mutisme de commande, il a pris la parole, non pas pour renseigner une Chambre indigne et méprisée sur les combinaisons d'une paix impériale qui doit cependant obtenir sa ratification, mais pour exposer un projet d'impôts nouveaux.

Il n'est plus question de faire payer le Boche ! Ceux qui ont vécu pendant six mois sur cette espérance sont rappelés un peu brutalement au sentiment de la réalité. La fameuse campagne d'affiches et de journaux, qui répandait toute imposition nouvelle aussi longtemps que le chiffre de l'indemnité allemande ne serait pas fixé, est tombée lamentablement. Ce n'était qu'un bluff misérable et imbécile. Le tour de vis, c'est le contribuable français qui l'a prouvé le premier. Tant pis, et tant mieux.

Voyons donc ce que propose l'intéressant M. Klotz.

« Une longue série de mesures sera nécessaire, commence-t-il par dire, pour restaurer l'ordre et l'équilibre des finances. » Cette « longue série de mesures » doit être précédée d'un « appel au crédit public ». Mais avant de lancer l'emprunt, il importe d'assurer par le produit des impôts le paiement des arriérés afférents à cet emprunt, sans quoi le gouvernement se trouverait dans de très mauvaises conditions pour faire appel au crédit public. Il faut garantir la Rente, avant de procéder à l'emprunt, tel est l'avis immédiat des propositions de M. Klotz. Il ne s'agit que d'encourager les souscripteurs de l'emprunt « en puissance », de combler par avance le trou que causera dans le budget l'emprunt projeté.

Ceci étant bien compris, bien entendu, bien nettement affirmé, le problème du budget ordinaire restera à résoudre dans son intégralité, dès que le chapitre des dépenses de guerre qui donnent lieu aux douzièmes provisoires, sera clos. Alors seulement commencera cette longue série de mesures dont nous sommes charitablement avertis. Il nous est permis, d'ores et déjà, d'évaluer, à quelques milliards près, à combien s'élèveront les impôts futurs. Le budget pour 1920 a été évalué à 20 milliards. Il faut en soustraire le montant des pensions militaires qui, aux termes du traité, sont au compte de l'Allemagne, soit environ 3 milliards. Il restera à équilibrer un budget de 15 à 16 milliards avec des recettes qui, les nouveaux impôts mis en œuvre, ne dépasseront pas 11 milliards. C'est donc, au bas mot, 5 à 6 milliards d'impôts supplémentaires qui attendent les contribuables français au lendemain du premier tour de vis effectué, à titre d'essai, par la main potelée de M. Klotz.

Ce simple aperçu confirme absolument ce que nous avons dit au sujet des charges budgétaires qu'aurait à supporter le contribuable français. Pour avoir été la nation la plus glorieuse de l'univers, nous aurons de grandes chances d'être aussi le peuple le plus misérable. Pyrrhus traînera la besace de Bélisaire. Mais revenons à M. Klotz et à ses propositions.

L'exposé des motifs gouvernemental comporte un tableau du rendement des diverses taxes établies ou modifiées dans le courant de la guerre :

331 millions provenant de l'impôt sur le revenu, de l'augmentation du taux de la contribution foncière, du relèvement de la taxe sur les valeurs mobilières, etc., etc. ;

800 millions provenant du relèvement des tarifs des droits de mutation ;

220 millions provenant du relèvement des droits d'enregistrement ;

600 millions attribués à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre ;

24 millions provenant de la taxe militaire ;

620 millions attribués à la taxe sur les objets de luxe (taxe en instance de remaniement) ;

975 millions provenant de l'augmentation de divers droits sur les alcools, les boissons fermentées, les transports, les taxes postales, les denrées coloniales, les spécialités pharmaceutiques, les chicorées, etc.

Par une arithmétique invérifiée, M. Klotz totalise à 2.820 millions le produit d'ensemble de toutes ces taxes et impôts et estime qu'avec un peu de bonne volonté on peut considérer comme couvert le montant des rentes émises pendant la guerre, soit 3.155 millions.

C'est, sans en avoir l'air, la justification — justification qui demanderait à être appuyée par des chiffres probants — de la politique fiscale du gouvernement, à qui des adversaires de mauvaise foi ont si souvent reproché d'avoir tout demandé à l'emprunt et rien à l'impôt.

« Un effort fiscal considérable a été fait, dit M. Klotz ; cet effort doit être soutenu et développé... l'obligation de payer l'impôt constitue le premier devoir du citoyen... Nous sommes persuadés que l'immense majorité de nos compatriotes n'en ont jamais eu, à aucune époque, une conception plus claire et plus impérative... Nous savons avec quelle fidélité ils se libèrent des taxes qui leur sont réclamées, avec quelle bonne volonté ils cherchent à s'acquiescer aux obligations des lois nouvelles dont

l'application implique nécessairement une certaine période d'adaptation... »

Ce plat boniment, aussi mensonger qu'hypocrite, est tombé au milieu du silence général. Quand on sait avec quelle rouerie, quelle impudence les capitaux ont pratiqué l'évasion fiscale ; quand on connaît les fraudes, accompagnées souvent de corruption de fonctionnaires, grâce auxquelles les profiteurs de la guerre ont pu éluder la fameuse loi sur les bénéfices exceptionnels, on pour- rait s'étonner, on pourrait s'indigner que le fouet de M. Klotz n'ait pas soulevé la moindre clameur sur les bancs de l'extrême gauche. Mais à quoi bon s'étonner ? Les députés sont dans la fange jusqu'aux oreilles, ils y restent.

Abordons le chapitre des impôts nouveaux. Ces impôts sont caractéristiques de l'état d'esprit dirigeant. Ils excluent à la fois toute imposition du capital et du revenu net dans le sens que l'ont envisagé les législations étrangères et certains auteurs de projets de loi et tout monopole industriel tels qu'en réclament les socialistes, à l'exception toutefois du monopole commercial des pétroles ou essences, qui reste à la disposition de l'Etat.

Les droits seront majorés pour les héritages en ligne collatérale ; une super- taxe de tarif variable sera perçue sur l'enrichissement, en prenant pour base les revenus de 1915 — surtaxe qui s'appliquera aux revenus déjà soumis à l'impôt général et qui excéderont dix millions. L'impôt sur le revenu sera lui-même étendu aux dépôts, créances et cautionnements (il n'est pas question de la Rente). D'autre part, les tarifs d'enregistrement des ventes de meubles et d'immeubles et de baux de location seront élevés. Il est également prévu un relèvement des droits de douane destinés à compenser pour nos industries le surcroît des charges dont elles sont grevées par rapport à leurs concurrents étrangers. — « Cette mesure, dit M. Klotz, s'impose d'autant plus que, depuis 1915, notre industrie a été abritée jusqu'à un certain point contre la concurrence extérieure par le régime des prohibitions... »

On ne peut avouer avec plus de candeur que le protectionnisme sevit au profit des industriels et mercantis, au détriment des consommateurs, condamnés à passer par les mâchoires à nos recoins.

Où le projet Klotz revêt un aspect sympathique et intéressant, c'est quand le ministre déclare qu'« il ne nous était pas possible de faire un nouvel et large appel aux impôts indirects de consommation qui, s'ils étaient à certaines critiques, ont du moins un incontestable mérite, particulièrement appréciable dans les circonstances actuelles : celui d'être éminemment productifs ».

Il semble dès lors expédient et équitable de demander « une nouvelle part des objets de consommation courante ». Cette part est la suivante :

Pour les boissons fermentées : vins, cidres, poirées, bières : doublement de la taxe existante.

Pour les eaux minérales et les boissons gazeuses : doublement de la taxe.

Pour les sucres et les cafés : relèvement des taxes et impôts en vigueur.

Pour les tabacs : doublement des prix d'achat-guerre (article du programme immédiatement voté après la lecture du rapport).

Pour les allumettes : relèvement du prix.

Pour le gaz et l'électricité, surtout à l'éclairage : proposition d'impôt.

Ce sera quelque chose comme 1.300 millions que le fisc compte prendre ainsi dans les poches des consommateurs... Joli denier et qui nous en annonce d'autres d'aussi belle taille !

Le trésor public ministériel vaut d'être retenu.

« Les mesures que nous proposons aujourd'hui de sanctionner par votre vote urgent produiront à l'intérieur du pays et au dehors, un effet salutaire : elles montreront à nos alliés que la France sait encore accomplir les sacrifices qui lui imposent la situation et méritent ainsi, avec l'admiration du monde, la permanence et de nos accords et des concours qui, dans l'ordre militaire, économique et financier, ont amené la victoire du droit sur la force. »

Le bout de l'oreille clémenciste pointe ici. Il faut donner des gages, toujours des gages, et encore des gages, aux puissants alliés qui ont conclu la paix — la profitable paix anglo-saxonne. Le gouvernement de la France est à genoux.

Mais le peuple, lui, n'est pas tenu de suivre ses dirigeants dans l'aplatissement et la honte. Il le peut d'autant moins que son intérêt vital lui fait obligation de relever la tête et de parler haut.

Vivre ! il faut vivre. Rien ne peut tenir contre la volonté de vivre. Les lois fiscales, comme toutes les autres, seront brisées dès qu'elles opposeront des entraves et des restrictions au vouloir-vivre des peuples.

Il faut opter : ou la vie, ou la mort ! La mort ! Le pays entier, déjà meurtri, et exsangé, mourrait certainement si la politique des Clemenceau et des Klotz triomphait.

Mais le peuple veut vivre, et il vivra. Tout sera sujet à refonte et à révision.

RHILLON.

AVIS IMPORTANT

Les camarades sont priés d'adresser tous les mandats au NOM DE CLEMENT s'ils concernent « Le Libérateur » ou au NOM DE BIDAULT s'ils concernent « La Libération Sociale ». Qu'on prenne bonne note de cet IMPORTANT AVIS, l'administration des postes nous faisant des difficultés pour nous payer les mandats qui ne portent pas le com de CLEMENT ou de BIDAULT.

Echos et Glanes

LE VOTE DES FEMMES

Intervenant au lendemain du récent vote de la Chambre devant les femmes à la di- gnité d'électrices, les féministes les plus éminentes se sont affirmées satisfaites de ce qu'elles considèrent comme une heureuse réforme.

Mme Paquin, qui n'est pas féministe, est, néanmoins, en raison de sa « condition sociale », une personnalité féminine mar- quantement considérable. Comme telle, elle a été amenée à formuler son opinion. Elle a dé- claré, en substance — tout en se félicitant, « pour les autres », du nouveau droit ac- quis — qu'elle n'aurait pas, quant à elle, de ce privilège que lui conférerait la loi.

Quelle assurance ! Elle est très forte, Mme Paquin. Et elle le sait bien ! En quoi voulez-vous que le droit de vote améliore sa situation ? Ou même, qu'il la compromette ? Elle n'éprouve même pas le besoin de con- fier à un pauvre petit député le soin de la lui conserver, sa situation. N'est-elle pas, cette bonne Mme Paquin, toute les puis- sances, puissance d'argent, puissance d'autorité ? Et qu'y pourrait bien changer les pauvres petits bulletins de vote des in- nombrables employées qu'elle exploite ? Ah ! combien ces dernières auraient tort de ne point sentir combien elle a raison, la puissante Mme Paquin !

ANGOISSANT MYSTÈRE

Le groupe socialiste au Parlement italien a voté un ordre du jour énonçant, dans sa conclusion, qu'il décide de « s'opposer par tous les moyens à la ratification du Traité de Paix » ; de déployer tous les efforts pour qu'il soit évité au jugement des masses... « En plus, plus loin et sur le même sujet qu'il a le félicite de l'attitude virile de protestation prise par le groupe socialiste au Parlement français... »

« Attitude virile de protestation... » ? ? ? ? ? Pourquoi ? Comment ? Nous avons, sans succès, trépidé nos ma- nifères, nous avons vainement feuilleté, épluché, décortiqué les feuilles de toutes nuances, il nous a été impossible de re- lever le moindre rapport de la sublime de la prestigieuse de la grande action du groupe socialiste parlementaire français qui, mérité, de la part des camarades trans- alpins, la qualification d'attitude virile de protestation.

Nous cherchons encore. Nous avons, d'ailleurs, offrons un bouton de culotte gravé de l'effigie du fameux Ma- ras-Fantasia-Tubine et monté en épingle de cravate, à qui nous renseignera sur cette troublante question.

PAIX SOCIALE

Des citoyens bien inspirés — qui en dou- tent ? — s'efforcent à nous prêcher la Paix sociale et à nous convaincre que l'an- tagonisme des classes n'existe pas. D'au- cun nous même jusqu'à prétendre qu'il n'y a pas de classes.

Nous ne demandons pas mieux que d'en convenir, mais... épaules plutôt. Actuellement, dans les écoles primaires de la Ville de Paris, en prévision des gran- des vacances, des demandes d'inscription aux colonies scolaires sont faites aux pa- rents des écoliers. Il y a deux catégories de colonies : gratuites et payantes.

Les enfants savent, quand ils apportent à leurs parents la feuille d'inscription à signer que dans les colonies payantes ils pourront jouer toute la journée, alors qu'aux colonies gratuites il leur faudra tra- vailler.

Et, naturellement, les gosses les plus « riches », en grande partie, des orphelins de guerre.

Quand ces gamins seront devenus des hommes, vous pourrez, artisans de la Paix sociale, leur seriner que les classes n'exis- tent pas. Vous n'aurez même pas besoin d'ajouter, très patriotiquement, que leurs pères sont morts pour leur leur assurer une enfance heureuse.

N'ayez crainte, ils se souviendront.

POUR LA RACE CHEVALINE

Nul n'ignore que le but avoué des courses est l'amélioration de la race chevaline. Or, consignons, au lendemain des gran- des épreuves — le lundi, par exemple — la presse dite d'information. Vous constaterez qu'il n'est consacré au sport hippique lui- même que quelques lignes seulement. Par contre, les colonnes de ces mêmes journaux, y compris celles des feuilles bien pensantes, sont abondamment pourvues, ces jours-là, de photographies de « dames » d'allure très « cavalière », ainsi que de commentaires dithyrambiques sur leurs toilettes.

Car c'est là, en définitive, le fin mot de l'histoire. Aux courses, on admire des pou- lines, certes. Mais aussi et surtout des pou- lines d'une race spéciale, n'ayant rien de commun avec la gent chevaline, et dénom- mées cependant — en argot de métier — : « poules » ou, encore, « cocottes ».

Et ces cocottes-là — il en est de très usa- ges — sont conduites à l'« étalon » par des « imitateurs » particuliers, quand ce n'est pas par des maris d'une complaisance extrême.

L'amélioration de la race chevaline, voyez- vous, se consiste surtout en des exhibitions d'habiletés que viennent magnifiquement de vieux boucs.

UN EVENEMENT

Renaudet subversif ! lui qui l'eût cru ? Et pourtant le préfet du Var a refusé au sym- pathique député une salle des écoles où il comptait, à Hyères, tenir une réunion de- vant ses électeurs.

La conférence, néanmoins, a eu lieu, avec des cartes d'invitation, dans l'une des salles de la mairie.

Qu'a donc dit Renaudet durant cette sémi- naire ? Aurait-il prêché la Révolution Sociale ou la socialisation des premiers de la contrée ?

Rassurez-vous : Renaudet a parlé de l'at- titude du parti dans la guerre, du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, de la re- constitution de la Pologne, etc.

Mais tout de même l'Hyérois et leur préfet en ont une peur bleue...

On n'est pas plus crâne.

DE JEAN LONGUET

La Chambre, pendant la discussion sur l'amnistie, le député Marin, défenseur d'un projet qui était exempté des déserteurs, termina son discours de la façon suivante : « En tout cas, je ne veux pas amnistier les déserteurs. »

A quoi le vaillant défenseur des bolche- vicki répondit : « Mais qui vous parle d'eux ? »

On n'est pas plus crâne.

C'est bon devant des révolutionnaires de vouloir défendre ces victimes de la guerre, mais devant les gens bien élevés, un autre langage est plus correct.

Nul doute que la presse socialiste, en par- ticulier le Populaire, ne relève pas cette nouvelle capitulation du petit-fils dégénéré de Karl Marx.

Ces quelques paroles dépeignent mieux un homme que les plus longs discours.

Nous plaçons les « bolchevicks » à l'écart, défendus par un pareil politicien, qui n'en est plus à compter ses capitulations de- vant la classe bourgeoise, ni ses perfidies.

ESSENTIELLES VERITES

L'homme n'a de valeur dans le monde que par deux facteurs essentiels : l'initia- tive et la responsabilité, que supprime d'un seul coup le devoir militaire.

G. CLEMENCEAU.

VOLEURS !...

Avons-nous le temps d'étudier et de nous instruire ? Le pain comme l'intelligence, vous nous avez tout enlevé par la ruse, par la violence ; vous vous êtes tout approprié criminellement.

Timothée BOUDAREFF.

PRENONS NOS DROITS

Qu'il suffise qu'on nous interdise la li- berté de nos actes pour que nous l'exigions.

H. LEBEN.

Lettre de l'Ouest

Nos camarades bretons, qui se trouvaient depuis un assez long temps à la prison militaire de Nantes, incrimés soit-disant de « complots contre la sûreté de l'Etat », sont passés devant les juges et viennent d'être acquittés, à notre grande satisfaction.

Nous avions cru qu'ils avaient été oubliés dans leur geôles, depuis le temps qu'on les y maintenait, où alors que l'accusation ne tenant pas debout, nos dirigeants atten- daient l'amnistie pour leur rendre la li- berté. Heureusement pour eux qu'il n'en a pas été ainsi, sans qu'ils aient pu at- tendre...

Il n'y a pas le bonheur de leur rendre visite plusieurs fois et j'ai toujours rencontré chez eux la même volonté de reprendre place le plus tôt possible dans les rangs de la classe ouvrière et de préparer celle-ci à prendre en main les outils de la production et à répandre partout nos bonnes idées de paix et d'amour entre les divers peuples.

Il n'y a pas de l'hotel mis gracieusement à la disposition de nos camarades par l'au- torité militaire, l'appris l'arrestation de notre dévoué ami Barille et son transfert dans le même hôtel. Quel crime avait-il donc commis, lui aussi, pour que notre Georges le fit mettre à l'abri ? Il était bol- cheviste ! Comme crime, c'en est un, et même un dangereux, et, pour éviter qu'il propage sa folie dans la masse, il fut ar- rêté.

Dans sa prison, à l'heure de la prome- nade réglementaire, il est expressément dé- fendu à quiconque de se trouver dans la cour, et il est tenu au secret le plus abso- lu. Maintenant qu'il est renfermé, nos pourvoyeurs de bagues vont s'occuper de trouver une inculpation de nature à le faire crever dans leur oubliettes. Notre cama- rade, étant d'une santé délicate, va tomber malade si nous ne nous occupons pas de le faire mettre en liberté provisoire jusqu'à sa comparution devant le Conseil. Sera-t- il tenu, lui aussi, de faire la grève de la faim pour qu'il soit mis au régime politique ?

Allons ! Peuple, lèveras-tu plus longtemps ces provocations, qui sont les lances du camp adverse ? Cela ne te suffit-il pas que l'on t'ai conduit, malgré les idées de paix, à l'abattoir, qu'ensuite, au 1^{er} mai, on recommença la terreur, cette fois contre toi, ne respectant ni les femmes, ni les gosses et que, par des rapports mensongers de po- lice, l'on arrêtât et condamnant les meilleurs militants ? Qu'attends-tu donc ?

Vois ! Par la veulerie, les gouvernants ne s'achèvent pas à nous dégrader. L'union sa- crée, par laquelle ils surent endormir la confiance, n'existe pas pour eux et mainte- nant, après avoir été l'instrument docile pour écraser l'industrie allemande et servir leurs intérêts, ils n'hésitent pas à retourner contre toi leurs instruments de guerre et de mort.

Regarde les élus... Que font-ils ? Sont-ils capables de faire un geste en la faveur ou d'adonner ton sort ? Non, n'en croie rien ! Ils sont trop occupés à défendre leurs pri- vilèges et leur société qui s'écroule. Ne crois plus à tous ces blagueurs, qui, aux élec- teurs, font miroiter, par de belles paroles, une société meilleure. N'oublies pas la tra- gédie de 1871 ! Que l'enseignement de la ré- volution reste en toi vivant et souviens- toi que l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Donc, impose à nos gouvernants l'am- nistie générale pour tous les détenus poli- tiques et militaires ; n'oublies pas que c'est grâce à l'ampleur de la manifestation du 1^{er} mai, que nous avons vu nos gouvernants, qu'ils se hâtent de voter la loi de 8 heu- res de travail. Ce n'est que par ton action et ton énergie que tu arracheras au pou- voir les tiens qui meurent dans les geôles de notre République.

Puisque, une fois de plus, le gouverne- ment a su obtenir la confiance de la Cham- bre et à reculer le projet d'amnistie immé- diate, groupons-nous partout en Comité de défense sociale, organisons des meetings et faisons pression avec énergie sur nos « quinze-mille », qui ne sont pas pressés d'amnistier toutes les victimes de « leur guerre ».

R. LE BERRE.

Le Martinet-sur-Huzonnet

GROUPE D'ETUDES SOCIALES

LE SAMEDI 14 JUIN

Soirée Artistique

au profit

du Comité de DEFENSE SOCIALE

et du LIBERTAIRE

Programme :

CHANTS — PIÈCES SOCIALES

Cordiale invitation à tous.

Pour le Groupe :

Dubos-Vandevelde.

La Dictature du Proletariat

Depuis le triomphe de la Révolution russe une conception nouvelle est née dans le monde, celle d'une dictature prolétarienne. L'importance de cette question est telle qu'elle mérite un exa- men approfondi dans les milieux révo- lutionnaires.

Conception d'essence nettement au- toritaire, cette idée aurait été accueillie avant la guerre par les anarchistes com- me une déviation dangereuse, comme une hérésie, élan en opposition formel- le avec la doctrine libertaire négative de toute autorité, d'où qu'elle vienne, et ne voyant le salut que dans la libre as- sociation des individus.

Pourquoi en est-il autrement aujour- d'hui ? C'est qu'il y a eu la Révolution russe et l'enseignement qui s'en déga- ge est plus fort que les théories. L'anar- chisme n'est pas un dogme immuable, mais une doctrine de vie, puisant une force toujours nouvelle dans l'examen critique des faits.

La guerre mondiale a préparé la chute inévitable du régime capitaliste. Mais la vieille société, considérée par certains comme mourante, il y a une trentaine d'années déjà, a la vie dure. C'est que l'immense majorité des hu- mains, tout en souffrant de l'état de chos- ses actuel et aspirant vaguement vers plus de bien-être et de liberté, n'ont pas l'audace de pensée, de concevoir une so- ciété vraiment libre, ni le courage d'ac- tion de la réaliser.

Ceci est l'œuvre de minorités révo- lutionnaires, il existe d'autres minorités puissamment organisées qui cherchent à contrecarrer ces efforts et qui, ne vou- lant garder leurs privilèges se dressent devant le monde naissant.

Momentanément débordée par la ré- volution triomphante cette minorité at- tendra un moment favorable pour tenter une restauration. Elle cherchera à exploiter habilement le mécontentement de ceux qui auront été momentanément lésés dans leurs intérêts.

En effet, il ne fait de doute pour au- cun révolutionnaire clairvoyant que cette transformation sociale sans précé- dent ne pourra s'accomplir sans qu'un grand nombre d'individus n'en soit quelque peu gênés.

Le bourgeois qui devra se passer des soins de sa nombreuse domesticité, qui devra céder une partie de ses va- stes appartements aux familles ouvrières désertant les taudis, qui sera privé de ses voitures, automobiles et d'autres objets de son luxe insolent, celui qui sou- tiendra, soit ouvertement, soit secrète- ment, selon son courage ou son tempé- rament, tout mouvement ayant pour but la restauration de l'ordre déchu.

C'est ainsi que les jours de défaite prolétarienne nous le voyons sortir de son apathie apparente pour tirer trai-

treusement de sa fenêtre sur les insur- gés accablés et cernés par les forces en- nemies, comme cela s'est vu à Berlin et à Munich.

Mais il y a aussi l'immense foule des classes moyennes et des gagne-petit, vivant compétitivement en dehors de toute aspiration vers un idéal social. La vieil- le routine pèse lourdement sur eux et c'est avec inquiétude qu'ils assistent à la formidable transformation qui s'opère autour d'eux. Occupés souvent à des fonctions inutiles en une société nou- velle, mais considérées fort utiles en ré- gime capitaliste, ils se verront obligés de diriger leur activité dans une nou- velle voie. Beaucoup d'entre eux, trou- bés dans leur quotidien vont grossir le clan des mécontents. La peur du nou- veau, du changement, a toujours été un facteur de conservation sociale de pre- mier ordre.

Dans toutes les classes sociales, il y aura donc des mécontents et il suffi- rait d'une crise quelconque du nouveau régime pour les rallier ouvertement au- tour de la minorité réactionnaire.

L'existence de ces éléments au sein de la société nouvelle en formation est particulièrement dangereuse lors- que celle-ci se trouve attaquée militai- rement à ses frontières dont la sauvegar- de immobilière des meilleures forces. C'est la situation que nous voyons en Russie. Laisser à pareil moment se ma- nifester librement tous les courants d'opposition équivaudrait à un effon- drement certain de la révolution et de ses conquêtes.

La Dictature du Proletariat s'impose donc pendant cette période difficile comme une triste nécessité. Elle sera du reste plus ou moins aisée selon la résistance qu'elle rencontrera. La ou d'importantes minorités poussent les masses populaires d'un courant irrésis- tible vers les réalisations égalitaires, la dictature ne revêtira pas la forme d'un terrorisme sanglant. Elle nous appa- raitra plutôt comme un contrôle sévère exercé par les travailleurs sur la pro- duction et la répartition des produits jusqu'à ce que l'abandon des mar- chandises et la mentalité assainie des individus permettra l'application sans réserve de la formule libertaire. A cha- cun selon ses besoins.

La révolution sociale se distinguera des révolutions du passé par son ca- ractère économique. C'est principalement sur ce terrain qu'elle luttlera et c'est là où elle est appelée à remporter ses vic- toires les plus durables. Son action po- litique consistera surtout dans la démo- lition de l'étatisme bourgeois, mais la reconstitution se fera, si l'effort ne doit pas rester vain, sur le terrain écono- mique où le travailleur possède une puissance sans égale qui se rie des ca- nons et des baïonnettes.

DOLCINO.

La Maison à l'abri

par MARCEL MARTINET

Voici encore un livre de bonne loi et de sagesse, qui joint aux admirables té- moignages de Georges Duhamel, de Paul Vaillant-Couturier la confirmation d'un juge- ment droit et d'un cœur apitoyé.

Encore un livre de vérité. Peu à peu, jour après jour, ils vont jaillir ainsi, les beaux livres généreux qui inviteront les consciences honnêtes à formuler un irré- cusable verdict contre la guerre, contre tous ceux qui l'ont voulu, contre tous ceux qui, pouvant l'empêcher, ont consenti ou contraint à la faire, ceux qui ne la vou- laient pas et qui se souvenaient de l'im- pérative parole : « Tu ne tueras point ».

C'est un thème bien simple, que celui choisi par Marcel Martinet : l'abri, écou- lant la vie devant la guerre, une maison de Paris. Il est passionnément pénétré sur ses hôtes, des hommes et des femmes et des enfants ordinaires, comme il en est dans toutes les maisons de Paris et du monde. Et comme Henri Pachon, le grand fait pour son village nierval, mais avec une inquiétude, une amitié, une ardeur plus fraternelles, il nous rapporte l'exacte et minutieuse constatation du trouble, des tristesses, des désordres, des misères, des drames qui sont la conséquence du choc en retour de l'événement dans cet étroit canton d'humanité.

Il brosse une suite de tableaux vivants, palpitants de vie, dont se dégage à la manière unanime, l'âme torturée du pe- tit groupe. Avant restreint le champ de son observation, il le rend ainsi plus vé- ritable, plus pathétique et il échappe aux lieux communs déclamatoires, aux déve- lopements verbeux et vains. Un témoignage, d'ailleurs, et l'émotion, d'être ainsi condén- sée, éclate plus irrésistible.

Nous assisterons donc au va-et-vient quotidien de ces gens de partout avec leurs petites idées, leurs médiocres soucis, leurs drames qui sont la conséquence du choc en retour de l'événement dans cet étroit canton d'humanité.

L'appréhension de la guerre, son dé- chirement, l'assassinat de Juarez, le dé- part aux gares, l'attente horrible, l'annon- ciation des morts, nous les revivons avec une poignante angoisse chez ces pauvres gens auxquels nous faisons tous pareils : cet employé de bureau, ce concierge, ces épouses, ces amantes, ces enfants.

Marcel Martinet qui fut, à d'autres heu- res, un éloquent et tendre poète a su éteindre, effacer l'éclat de son lyrisme, réduire, plus pathétique et plus vraie, pour faire gris et triste, simple et tragique, avec des mots clairs et sobres, des mots qui servent à tout le monde, dans les cir- constances désolées, devant la douleur et la mort.

Ah ! comme, après toutes ces flagella- tions des chairs et des âmes durant qua- tre années, monte l'homme des hommes envers la grande loi suprême, l'unique loi : « Vivre. Le monde continue à vivre. Il faut vivre ! »

Et comme en chacun de nous sourd la réponse attristée :

« Pourquoi l'avons-nous oublié ? »

Remercions Marcel Martinet de nous avoir conduits à cette amère et doulou- reuse conclusion.

« La Maison à l'Abri » est en vente à la Librairie Sociale, 4 fr. 50 franco.

Sous la 3^e République

(Air connu)

Nos camarades de Brest enfermés depuis de longs mois à la prison militaire de Nan- tes, ayant passé la semaine dernière devant le conseil de guerre ont été acquittés

Faits et Documents

L'ESCRQUERIE GAZIERE

La société anonyme qui, sous le contrôle et la surveillance des pouvoirs municipaux exploite la concession du gaz parisien s'est engagée à respecter les clauses d'un cahier des charges imposant des conditions de fabrication telles que le gaz livré aux consommateurs doit offrir un pouvoir calorifique et un pouvoir éclairant bien déterminés.

Le pouvoir calorifique et le pouvoir éclairant du gaz d'éclairage dépendent de la teneur en benzol. Les installations d'usines prévoient des appareils spéciaux pour benzoliser le gaz, au cas où les houilles traitées dans les fours seraient de qualité médiocre et ne fourniraient pas normalement un gaz de qualité suffisante.

L'état de guerre a fait tomber les clauses du cahier des charges établi au temps de paix. Les poudreries réclamaient le Benzol comme matière première de la fabrication des explosifs. Les usines gazières furent amenées à extraire ce benzol non seulement des goudrons de condensation mais aussi du gaz au moyen de lavages à benzol spécial.

Il s'ensuivit que le gaz perdit environ la moitié de son pouvoir calorifique et de son pouvoir éclairant. Utilisé comme combustible il fallut en consommer deux mètres cubes pour un, et parfois davantage, car les usines de guerre grosses consommatrices utilisaient des appareils de surpression qui faisaient le vide dans les conduites distributives.

Le Benzol vendu aux Poudreries de l'Etat constituait une source d'importants bénéfices pour la compagnie exploitante. En outre, le coke, résidu des cornues, trouvait à s'écouler à des prix dix ou vingt fois plus élevés qu'autrefois.

Cela n'empêcha pas les actionnaires et les administrateurs Gazières de réclamer, et finalement d'obtenir, le relèvement du prix du gaz.

Le consommateur dut payer 30 et 40 centimes le mètre cube de gaz à 2.000 calories, alors que le mètre cube de gaz à 5.000 calories lui était facturé 20 centimes.

Les pouvoirs municipaux s'associèrent à ce vol, à cette escroquerie. Aujourd'hui, lorsqu'il n'y a plus de raisons apparentes d'extraire le benzol, le gaz est resté au même prix. Les usines continuent à l'appauvrir le plus qu'ils peuvent. Et la complicité des conseils municipaux continue, l'escroquerie persiste.

On se donne simplement la peine de couvrir cette escroquerie par le mensonge en déclarant que si le gaz est mauvais c'est de la faute à la houille.

On ne peut pas se moquer plus cyniquement de la population.

M. CLAVEILLE EST CONTENT

M. Claveille, ministre des Transports, a fait récemment à la Chambre un exposé de la crise des chemins de fer.

Cette crise a été double, crise de matériel roulant et crise de personnel. Plus de 70.000 wagons et plus de 2.000 locomotives ont fait défaut. Ces pertes ont été en grande partie compensées par le matériel allemand attribué par l'armistice.

Pour conjurer la crise du personnel la situation des chemins a été améliorée et les compagnies ont fait appel à des engagements volontaires : 146.275 demandes ont été examinées, 70.474 agents nouveaux ont été incorporés. De telle sorte que le ministre est entièrement optimiste et se flatte d'avoir conjuré tout à la fois la crise de matériel et la crise du personnel.

M. Claveille se déclare satisfait. M. Bidegaray se déclare lui aussi satisfait.

Tout le monde est satisfait.

LE BUDGET POUR 1919

Le budget ordinaire des services civils (à l'exclusion de toutes les dépenses qui ont trait à la guerre) est évalué pour 1919 à 10.262 millions. Les recettes prévues s'élèveront à 10.627 millions.

Le budget pour 1920 se montera à quelque 20 milliards et peut-être davantage. Comment boucher ce budget avec les 10 milliards actuels de recettes ?

Notes. — En avril 1919 l'administration des Finances déclare avoir recoté 681 millions de recettes d'impôts indirects. Multiplions par 12 et nous obtenons pour l'année un rendement de 8.172 millions d'impôts indirects. Les recettes totales prévues étant de 10.627 millions, les impôts directs ne comptent donc dans le budget que pour 2.455 millions. En un mot l'impôt indirect alimente le budget dans la proportion de 8/10 ; 2/10 seulement proviennent de l'impôt direct.

Preuve mathématique que c'est la masse de ceux qui n'ont rien qui soldent la majeure partie des dépenses de l'Etat.

FINANCES

Pour payer la fameuse prime de démobilisation (dépense de guerre) le trésorier national se trouve fort dépourvu. La caisse était vide. Heureusement la planche à billets pouvait être utilisée. Mais cette planche à billets, l'Etat n'en a pas la libre disposition.

C'est la Société anonyme Banque de France qui en use par voie de privilège. Chaque fois que l'Etat a besoin de payer il est forcé de s'adresser à la Banque de France qui daigne lui faire des avances sous condition que l'Etat prenne l'engagement vis-à-vis d'elle d'amortir ses dettes et de se libérer.

Or donc Klotz demandait 3 milliards de billets à la Banque de France ; 3 milliards à ajouter aux 20 milliards précédemment empruntés. La Banque a réchigné. Elle a fait comprendre au ministre qu'elle ne pourrait lui « avancer » qu'un seul million à moins d'être autorisée à tirer pour ses propres besoins quelques milliards de billets de supplément.

Et le ministre a marché dans la combinaison.

LA CHUTE DU FRANC

La livre sterling vaut au pair 25 fr. 22 ; elle vaut à l'heure actuelle à Paris 30 fr. 05. Le Dollar qui valait 5 fr. 18 en vaut 6 fr. 64. Le peseta de Madrid qui valait 1 fr. vaut 1 fr. 34.

Le florin hollandais est passé de 5 fr. 08 à 5 fr. 05.

Le franc suisse vaut : fr. 30

En d'autres termes la valeur du franc est en baisse dans tous les pays. A Genève il ne vaut plus que 77 centimes et 75 centimes seulement à Madrid.

Que serait-ce si nous n'avions pas eu la Victoire, et avec la victoire, la certitude que le Boche paiera ?

Cette certitude n'est hélas pas du tout partagée par nos meilleurs alliés et encore moins par les neutres.

Pauvre France !

Tes finances fin... le camp...

ASSAGIS

Nous vivons une période vraiment bien troublée.

C'est un malaise général qui se manifeste dans tous les milieux, le mécontentement régnant aussi bien dans la masse inorganisée que dans les groupements. C'est dire que jamais occasion plus propice pour tenter une offensive sérieuse contre le régime capitaliste ne saurait être choisie.

Intéressé de nous répéter toujours la même chose : que le prolétariat n'est pas prêt, qu'il faut l'organiser, lui faire une éducation, etc., etc.

Tout cela n'est que boniments, et de tous ceux qui tiennent un tel langage nous ne nous en faisons pas de nous intéresser à l'indignation du mouvement révolutionnaire, nous en faisons la crainte des responsabilités. Seules ces deux hypothèses peuvent être envisagées.

« Les absents ont toujours tort », selon un vieux dicton ; si l'on voulait prendre ce proverbe à la lettre, ce ne serait pas toujours vrai, mais a priori, cela s'explique puisqu'un seul son de cloche est entendu en l'occurrence. C'est ce qui se passe aujourd'hui entre majoritaires et minoritaires.

Depuis le début de la guerre, ceux qui l'ont appelé, sans aucune exagération des repentis, des assagis, n'ont cessé d'être et de parler selon leur nouvelle façon de voir et de penser, sans être le moindre inquiétés.

C'est ainsi, pour ne parler que des militants syndicalistes, que nous avons vu les Jouhaux, les Chavignols, les Dumas et autres « bougnats » sillonner la France et même aller à l'étranger « bourrer les crânes » à la mode « Guignasse Victoire », pour faciliter l'ouvrage des gros industriels du gros commerce et de la haute finance pour prolonger la guerre.

Aujourd'hui, la même besogne continue. Il suffit d'un ragissement lointain du « Tigre », demandez plutôt à Merheim, pour que nos manitous cégétistes se sentent un bœuf sur la langue et bien vite on s'empresse d'embrayer le moteur des assagis.

Quand je pense que dans les cadres de la C.G.T., où il y a des centaines de mille de travailleurs prêts à marcher, n'attendant qu'un mot d'ordre pour agir sans compter, la grosse masse de mécontents et d'insatisfaits qui attendent aussi avec impatience le signal pour se venger des souffrances dévotement et que le mouvement de cette C.G.T. avec sa puissance à celle de l'homme à la tête de mort, je ne puis m'empêcher de dire : « Vive le vieux Tigre ».

N'est-ce pas admirable de voir l'énigme d'un vieillard de 78 ans entouré de deux millions de militants, et cela pour un simple ragissement ? Et que le moyen de terroriser des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers.

Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers.

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

« Ah ! si le vieux Tigre était secrétaire de la C.G.T., depuis longtemps déjà l'armée française aurait le répit d'être soulagée de la terreur des millions de travailleurs, grâce à la complicité ou au manque d'énergie de leurs mauvais bergers. »

PETIT FAIT QUI EN DIT LONG

Bureau de poste de banlieue :

Une dame veut toucher un mandat poste à son adresse. Elle le présente ainsi que l'enveloppe qui lui a été envoyée le renfermant. La souscription contient le nom Mademoiselle. Elle présente également sa carte d'alimentation. Il lui est impossible de recevoir son argent, parce que le mandat ne contient pas cette appellation de Mademoiselle placée devant le nom, le bureau de poste envoyeur s'étant contenté de l'unique lettre M imprimée sur tout mandat. La dame fait de nouveau état de l'enveloppe et de la carte d'alimentation qui renferment même nom. même localité, mêmes rue et numéro que le mandat. En vain.

« La lettre M isolée représente toujours Monsieur » répond la jeune employée. — Ce Monsieur n'existe pas ! — En ce cas, il faudra obtenir de la personne qui vous a envoyé le mandat une autorisation de le toucher.

Une femme ne peut donc toucher, en temps voulu et même pressée par le besoin, un mandat lui appartenant, parce que ce mandat ne contient aucune appellation de Madame ou Mademoiselle ; mais un homme, muni d'identiques pièces justificatives, pourra le toucher, bien qu'il ne contienne pas davantage l'appellation de Monsieur. En l'absence de tout, l'homme seul compte, existe.

La République masculine est citée par Hélène Brion dans la « Lutte féministe » ne serait donc pas un mythe ?

J. B.

NOTES D'UNE REVOLTEE

Devant le Mur

Combien étions-nous à crier, parmi les tombes, nos révoltes et nos espoirs ? Tous réunis dans le même souvenir d'une Révolution vaincue ? On ne saurait le dire, nous étions trop. Ah ! non, elle n'est pas morte, la Commune, le peuple parisien la porte en son cœur plus vivante que jamais.

Paris, la grande cité, la ville des révolutions, dont les bourgeois versaillais ne voulaient pas laisser « pierre sur pierre », Paris a montré hier qu'il se souvenait de ses martyrs et qu'il saurait les venger. « Vive la Commune ! », cela veut dire aujourd'hui : « Vive la Révolution ! ». Qui, vive la Révolution, la grande, la vraie, qu'ont entrevue et préparée les grands penseurs d'hier, comme Reclus, Jules Vallès, Louis Michel, et pour laquelle sont tombés tant de martyrs inconnus.

Cet encouragement et quel réconfort pour nous de voir, rangée derrière l'écharpe noire des anarchistes, une foule ardente de jeunes libéraux. C'est eux qui feront l'avenir, et leur foi, à cette heure, s'exhale vibrante et profonde dans leurs cris et dans leurs regards.

Tandis que le cortège défilait lentement à travers les tombes, ma pensée allait à eux tous, les plus humbles comme les plus grands, ceux dont nous apprenons l'histoire dans les livres, nous qui ne les avons pas connus, mais la plus noble de toutes et la meilleure : une image se détachait de mes souvenirs de lecture, celle de notre grand Louise Michel, dévouée jusqu'au sacrifice à la plus belle des causes, et qui termine ses Mémoires par les noms aimés de sa mère et de cette Révolution, à laquelle elle a consacré le meilleur de sa vie.

Le spectacle était émouvant de ces milliers de prolétaires, gravissant en file interminable les allées du Père-Lachaise, où tombèrent leurs amis en 1871. Les refrains ardents qui montaient dans le bleu voilé du ciel, le frémissement écarlate des bannières, l'expression résolue de ces visages du peuple, tout cela disait leur conviction que les morts de la Commune ne sont pas morts en vain. Par moments, on sent qu'il y a quelque chose de changé et que l'humanité marche. Sans doute, sa route, longue et douloureuse, est bordée de tombes et encombrée d'obstacles ; oui, bien souvent, par imprudence, ou parce que « les temps n'étaient pas mûrs » la courageuse phalange a été massacrée ; mais si on égorge les hommes, on ne tue pas les idées, qui se répandent par le monde et sèment leur grain quand même. Et les Communistes de demain évitant les fautes de ceux d'hier, ne se laisseront pas maitriser.

Mais, en attendant qu'ils les vengent, les Parisiens les ont salués tous, les martyrs connus ou inconnus d'il y a un demi-siècle, en défilant devant le Mur où fut égorcée la Commune, cette première étape, et la plus sanglante, de la grande marche en avant.

MARIETTE.

LES BELLES CHANSONS

Hier Peuple, tu fus admirable, par l'enthousiasme et grandiose, par l'hommage rendu aux Fédérés, à ceux qui sans être anarchistes n'en contribuèrent pas moins, par leur geste de courage à nous montrer que le meilleur terrain d'action était la Révolution.

Depuis bien longtemps, pour la première fois tu vibras sans contrainte, tu te sentis renaître rien qu'à l'évocation de cette liberté, de ce futur bien-être auxquels tu aspirais.

Ces chants, ces hymnes, qui s'envolaient vers cet azur radieux, vers cette immensité où aucune frontière n'existe, te firent tréssailler d'aise, te firent comprendre enfin que si les hommes, les femmes tous les êtres humains en un mot ; le voulaient, ils pourraient tous être heureux et vivre en Frères.

Et crois-tu également que cet hymne à la Paix, à l'Universelle Humanité, à l'Internationale, à la Révolution qui fera un monde meilleur, ne valaient pas mille fois plus que tous les chants guerriers qui font s'entre-tuer les hommes, alors qu'ils devraient tous s'entraider ?

Mais crois-moi Peuple, il n'y a pas que ces chants unanimes aux Commémorations, aux manifestations que tu dois désirer entendre, et le soir, au lieu d'aller t'enfermer dans des salles de concert, où tu n'entends que des obscénités, dans des cinémas où tu ne vois que des absurdités, viens dans les fêtes du Peuple, dans les fêtes de tous les organes libres, qui luttent pour ton avenir ; là, tu entendras des chants qui te rendront meilleur.

Puisse ces sons harmonieux t'élever au-dessus de ta tristesse, mais deviens le davantage ; et l'esquive fais tu auras entendu.

Pierre LE MEILLOR.

LA REVOLUTION ET LES MOEURS

Le lecteur d'une feuille bourgeoise a de quoi s'étonner, en présence des inepties que débilitent, sur les mœurs « bolchevistes », les agences d'informations à tant la ligne.

Il est ébahi, ce brave lecteur, puis il se dit : « A époque troublée, mœurs troubles » et... se félicite d'être Français.

Bon lecteur, tu n'es pas tout à fait bête. Très évidemment, une secousse sociale bouleverse aussi les mœurs. Elle les bouleverse, mais comment ? Tout est là.

Nous venons d'avoir la guerre, et chacun sait comme elle a « transformé » le vieux monde.

La révolution, autre cataclysme mondial, aura-t-elle sur les mœurs le même effet que la guerre ?

Voilà une question que les femmes, plus encore que les hommes, peuvent se poser, non sans inquiétude ; elles ont senti, et tout leur être en est encore meurtri. L'éroulement de tous leurs amours, la ruine de la famille, leur monde à elles.

Elles « sortent d'en prendre » comme dit Populo, elles ne tiendraient pas à renouveler l'expérience.

C'est à elles d'abord, et puis à tous ceux qu'intéressent les relations humaines, que s'adresse cette étude.

Je me propose d'envisager ici, autant que nous le permettent les tâtonnements du passé, les conjonctures des penseurs, et la conscience collective qui s'élabore de jour en jour, quelles pourront bien être les mœurs nouvelles qu'implanteront chez nous la Révolution qui s'avance.

Grave et trop passionnant sujet, où je crains d'errer, aussi fais-je appel à la collaboration de toutes les bonnes volontés, pour rectifier mes méprises et nous ouvrir des aperçus nouveaux.

Nous étudierons ainsi : La Révolution et l'Amour, la Révolution et la famille (ceci nous fournira plusieurs causeries), la Révolution et la mort ; — car nous prétendons que la Révolution marquera de son empreinte tout ce qui touche aux individus et à tous les groupements.

Mais nous débiterons par des considérations plus simples et plus familières. Se rapportant à la vie de tous les jours. La Révolution, cette fête des temps nouveaux, en touchant de sa baguette magique les choses les plus banales, les fera rayonner d'une vie nouvelle.

Aujourd'hui nous examinerons :

LA REVOLUTION ET LA MODE

Que de fois, dans la foule, vous avez vu avec peine trotter devant vous une fille-tête à la tête bouffée, aux jupes courtes, perchée sur d'inévitables talons, que de fois vous avez pensé : « Pauvre gosse ! faut-il que ta mère soit folle, de te chausser ainsi ! » Tout à coup la « gosse », tourment la tête : « Oh là là ! c'est ma grand-mère ou quoi ? » — Un vieux visage tout fané sous le fard, un décolletage blême...

C'est la mode née de la guerre. (O Danse macabre, voilà bien de tes ironies !)

Si nous feuilletons un album des modes à travers l'histoire, nous voyons qu'à la suite des grandes guerres les modes ont toujours eu ce regain de falsandage.

Eh bien, et les Révolutions ? La « Grande Révolution » française a surtout changé le costume masculin : elle a remplacé la culotte courte par le pantalon. Les cheveux longs par les cheveux courts, elle a prosaïté les hauts talons, la poudre, les rubans, les dentelles...

Mais elle n'a pas radicalement transformé le costume féminin. Il y a eu des modes charmantes et fugitives ; la cocarde sur l'oreille, le fichu (genre « Marie-Antoinette ») devenu tricolore, etc., c'est tout.

Pourquoi ?

Peut-être parce que cette « Grande Révolution » a surtout été faite par et pour l'homme.

Mais demain, oh ! demain !

« Les jeunes femmes, dit M. René Payot, correspondant attitré du très bourgeois Journal de Genève, jouent un rôle capital dans les révolutions allemandes. »

Combien je regrette que ce remarquable portraitiste n'ait point « croqué » ce « bataillon » de jeunes femmes.

Je n'aurais pas la peine de choisir pour me les figurer, les éléments que me fournit le penseur Anatole France ou bien Zola.

D'autant plus que le choix n'est pas facile entre leurs visions ; si vous lisez « Sur la Pierre Blanche », vous apercevez dans la société de l'avenir, de France, les femmes habillées, tout de même que les hommes, d'un vêtement ample et commode pour le travail, impossible de les distinguer d'eux, si ce n'est — ô raffinerie incorrigible ! — à la coquetterie de leurs manières.

Dans « Travail » au contraire, un luxe inouï est le partage de toutes les femmes ; c'est un ruissellement de soie souples et nuancées de pierres précieuses.

Libre à chacun et à chacune de choisir entre ces deux esquisses. Moi j'imagine aussitôt un monde bigarré où chaque femme pourra manifester à loisir sa simplicité ou son goût des parures.

Toutefois, si j'examine la « tradition révolutionnaire », je crois pouvoir conclure que les femmes révolutionnaires d'Allemagne doivent être plus semblables aux héroïnes de « Sur la Pierre Blanche » qu'à celles de « Travail ».

O humbles « tricoteuses », vous étiez vêtues en femmes du peuple ! Bonne Louise Michel, états-tu coquette ?

Et vous, jeunes femmes révolutionnaires russes, qui venez faire vos études en France, honneur à votre robe de pilou !

Honneur à la robe de laine de notre Séverine !

Et salut à la coiffure des femmes russes !

Sur le Vote des Femmes

AUX FEMMES QUI VEULENT VOTER

Une opinion : la nôtre

Nous allons voter, quel triomphe ! Et non seulement voter, mais faire l'assaut des urnes, la conquête des pouvoirs publics ! Enfin, nous sommes « les égales des hommes », nous pourrions faire des lois ; un jour nouveau se lève, notre bonheur est proche.

Notre bonheur ! quelle ironie ! Voilà 70 ans que les hommes votent, qu'ils ont le « suffrage universel » (plus ou moins asservi sous l'Empire, mais quand ne l'est-il pas ?) ; leur a-t-il apporté le bonheur ?

Egalité des droits politiques ? Non : égalité dans l'esclavage simplement, parce que l'homme et la femme, avec le suffrage universel, sont toujours esclaves, le sont même d'autant plus qu'ils s'imaginent être leurs maîtres — « le peuple est souverain » — et dirigent eux-mêmes leurs destinées.

Voter, ce n'est pas s'émanciper, c'est se donner des maîtres, et des maîtres forcément incompétents, puisqu'ils doivent légiférer sur tout, et qu'il leur est impossible de tout savoir.

Les députés que nous nommerons vont donc faire des lois : c'est leur métier et des lois sur tous les sujets. Mais où nous ont conduits les lois précédentes, dont les autres se différencient pas ? Où nous ont menés nos bacheliers ? A l'esclavage économique, à l'abâtardissement militaire.

Ne pas voter, c'est protester contre l'absurdité et contre la cruauté des lois. Le système même du suffrage universel, qui est celui de la majorité, a fait son temps. La majorité ? Mais si la foule, qui a la majorité, était capable de distinguer la vérité parmi les erreurs, elle commencerait par s'émanciper elle-même de ses propres maîtres, qui la trompent et qui l'exploitent.

L'avenir est à la fédération libre, non aux élections parlementaires. L'avenir est à l'organisation de bas en haut, au contrôle direct et sérieux des affaires de tous par tous. Le suffrage des femmes, qu'elles aient ou non l'illusion qu'elles se gouvernent elles-mêmes, alors que nous sommes tous les jouets de nos maîtres, politiciens et financiers.

Voter contre la guerre ? Les femmes, qui en ont tant souffert, veulent supprimer la guerre, en effet. Mais ce n'est pas un bulletin de vote, si rouge soit-il, qui la détruira. Jamais on ne s'est tant exterminé que sous le régime représentatif, a dit Kropotkine. Il faut à la bourgeoisie la domination sur les marchés et cette domination ne s'acquiert qu'aux dépens des autres, par les obus et la mitraille. Il faut la gloire militaire aux avocats et aux journalistes du Parlement ; et il n'y a pas de pires guerroyeurs que les guerriers en chambre.

Y a-t-il eu pendant la guerre un seul député qui se soit opposé au vote des crédits ? Y en a-t-il eu un seul qui n'ait consenti, par son acceptation, au massacre international de toute la jeunesse, dont ils n'étaient pas ?

Il y a autre chose à faire, pour détruire la guerre, que d'enfermer, à époques régulières, un carré de papier dans une urne. C'est d'ab

Camarades du *Libertaire*,

Julia BERTRAND.

DES MINUTIONS

LYON

LETTRE D'ANGLETERRE

FRANCO-ANGLAISE

ENGLAND.

PARIS

CHANSON ET PROPAGANDE